

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end — 21 juin 2026
L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

- AFC-M23 : CORNEILLE NANGAA DÉNONCE LES VIOLATIONS DU Cessez-le-feu ET...
- KINDU : APPROVISIONNEMENT EN VOL CARGO DIRECT DEPUIS DAR ES SALAAM, U...
- KINSHASA : DES MILITANTS UDPS INSTALLENT UN BUREAU DANS LA COUR DE L'...

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email : stickrdc@gmail.com



MINEMBWE SOUS HAUTE TENSION CESSEZ-LE-FEU BRISE

CORNEILLE NANGAA DÉNONCE LES VIOLATIONS DU Cessez-le-feu ET ALERTE SUR MINEMBWE



SANTÉ

EBOLA EN RDC : LES CAS CONFIRMÉS AUGMENTENT DE 38 % DANS...



INTERNATIONAL

MINEMBWE : L'AFC ALERTE SUR UN « CRIME GÉNOCIDAIRE... »



SÉCURITÉ

BUTEMBO – BENI : 54 KM POUR LANCER UN APPEL À LA PAIX



ÉDITORIAL MINEMBWE ET EBOLA : L'EST SOUS PRESSION, UNE NATION EN SURSIS

Par Paulin Kibando Sengi

La semaine du 15 au 21 juin 2026
aura offert à la République
démocratique du Congo deux

visages de la même fragilité : à Minembwe, l'Alliance Fleuve Congo a tiré la sonnette d'alarme sur les violations du cessez-le-feu et sur le sort des populations ; dans l'Est, l'épidémie d'Ebola a repris de la vigueur, avec une hausse de 38 % des cas confirmés dans 32 zones sanitaires.

Corneille Nangaa et l'AFC ne dénoncent pas seulement une défaillance militaire : ils pointent l'effondrement d'un processus de paix que les familles croyaient encore possible. Quand des voix alertent sur un « crime organisé » contre les populations baswahili, la réponse ne peut pas se limiter à des communiqués : elle exige des faits, des enquêtes et une protection effective sur le terrain.

Pendant que les discours politiques s'entrechoquent, Goma montre que la riposte sanitaire est aussi une affaire de citoyens : des jeunes s'organisent là où d'autres villes tardent. L'État et ses partenaires doivent soutenir cette énergie, pas la remplacer par l'inertie administrative.

Le pont affaîssi à Kavimvira rappelle

que l'infrastructure est une question de sécurité quotidienne.

L'approvisionnement de Kindu par vol cargo depuis Dar es Salaam illustre l'ingéniosité congolaise face aux crises logistiques. À Kinshasa, la tension autour de l'archidiocèse montre que la politique ne tolère plus l'ambiguïté entre liberté de culte et instrumentalisation partisane.

À Beni, Jacques Kikuni agressé rappelle que informer reste un métier à risque. À Butembo et Beni, 54 kilomètres parcourus pour la paix prouvent que la société civile refuse le fatalisme. Derrière chaque titre de cette semaine, il y a des vies — pas des statistiques.

TIC-TAC HEBDO le répète : sécurité, santé et gouvernance ne sont pas des rubriques séparées, mais les piliers d'un même État. Que les autorités entendent la même urgence à Minembwe comme à Goma, à Kavimvira comme à Kinshasa : celle d'un peuple qui ne demande ni symboles ni slogans, mais la paix, la dignité et la vérité.

DÉCÈS DE BARIYANGA RUTUYE LÉON, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE DU NORD-KIVU



Léon Bariyanga Rutuye, ancien président de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu, est décédé dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 juin 2026 à Kampala, en Ouganda. Âgé de 71 ans, cette figure politique originaire du territoire de Rutshuru s'est éteinte après plusieurs mois de maladie, selon des sources familiales. Sa disparition suscite une vive émotion au sein de la classe politique, des institutions provinciales et de la population du Nord-Kivu.

Mzee Bariyanga Rutuye Léon a marqué de son empreinte la vie politique du Nord-Kivu. Il fut notamment le tout premier président de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu, élu en janvier 2007, suite aux élections de 2006

et à la mise en œuvre de la Constitution de 2006. Durant son mandat, il a dirigé les travaux de cette institution législative provinciale dans une période caractérisée par d'importants défis sécuritaires et politiques dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Après son passage à la tête de l'Assemblée provinciale, Léon Bariyanga Rutuye est resté actif sur la scène publique en tant que député provincial élu de Rutshuru. Il s'est distingué par ses interventions sur des questions cruciales de développement et d'infrastructures dans la province. Dès 2008, il plaidait déjà pour une solution politique et diplomatique afin de mettre fin aux conflits qui secouaient la région, témoignant de son engagement constant pour la paix et la stabilité.

Son décès intervient à un moment où la province du Nord-Kivu traverse une crise sécuritaire majeure et connaît des recompositions institutionnelles liées au conflit armé. Dans ce contexte, les anciens responsables provinciaux comme Mzee Bariyanga Rutuye Léon jouent un rôle essentiel de mémoire politique et de médiation locale, contribuant à la stabilité dans une région où les institutions électives peinent parfois à fonctionner normalement.

L'annonce de sa disparition a entraîné une vague d'hommages.

L'administrateur du territoire de Rutshuru, Ephraïm Kabasha, a salué la mémoire d'un homme qu'il a décrit comme l'un des sages de la région et un « homme de droiture ». De même, Julien Paluku Kahongya, Ministre du Commerce extérieur et ancien gouverneur du Nord-Kivu, a rendu un vibrant hommage à Léon Bariyanga Rutuye, le qualifiant de « pionnier des institutions provinciales » et de « digne fils de la République démocratique du Congo ». Des proches et habitants de Rutshuru ont également salué un homme « généreux, humble et proche de sa communauté ».

La disparition de Léon Bariyanga Rutuye représente une perte significative pour le Nord-Kivu et l'ensemble de la République Démocratique du Congo. Son parcours politique et son dévouement au service de la province laisseront un héritage durable.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

AFC-M23 : CORNEILLE NANGAA DÉNONCE LES VIOLATIONS DU CESSEZ-LE-FEU ET ALERTE SUR MINEMBWE



DIRECT

EN DIRECT COMMUNICATION DU COORDONATEUR POLITIQUE DE L'AFC-M23

Dans une communication publiée le 18 juin 2026 à Goma, le coordonnateur politique de l'AFC-M23, Corneille Nangaa, accuse la coalition gouvernementale de Kinshasa de violations répétées du cessez-le-feu conclu dans le cadre du processus de paix en cours.

Tout en félicitant les Léopards de la RDC pour leur performance à la Coupe du monde, il rappelle que l'insécurité et l'épidémie d'Ebola continuent d'affecter les populations de l'Ituri, de Lubero et de Beni.

L'ancien président de la CENI concentre

l'essentiel de son intervention sur la situation des Hauts-Plateaux de Minembwe, dans le territoire de Fizi. Selon lui, la région subit depuis plus de quatorze mois un blocus qui empêcherait l'accès normal à la nourriture, aux médicaments et à l'aide humanitaire. Il affirme que les populations civiles vivent dans des conditions extrêmement difficiles en raison de la fermeture des voies d'accès et de la paralysie des services essentiels. Corneille Nangaa dénonce également la poursuite des affrontements, des bombardements et des opérations militaires

qu'il attribue à la coalition gouvernementale malgré les engagements pris dans le cadre du cessez-le-feu. Selon lui, plusieurs localités des Hauts-Plateaux ont récemment été touchées par des attaques ayant causé des pertes en vies humaines et des destructions d'infrastructures civiles. Le coordonnateur politique de l'AFC-M23 affirme avoir saisi les médiateurs du processus de paix ainsi que plusieurs acteurs internationaux sur cette situation. Il estime que le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, déjà établi après la signature du protocole entre les parties, devrait jouer un rôle plus actif dans le suivi des violations signalées et dans la protection des populations civiles.

Le mouvement accuse par ailleurs Kinshasa de compromettre les efforts de paix par la poursuite des opérations militaires et regrette ce qu'il considère comme un manque de réaction de la médiation et de certains partenaires internationaux face à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire.

Enfin, l'AFC-M23 réaffirme son attachement au dialogue tout en rappelant avoir procédé à plusieurs mesures de confiance, notamment la libération de prisonniers de guerre et le retrait de ses forces de certaines localités. Le mouvement exprime sa solidarité envers les populations affectées par le conflit, particulièrement celles des Hauts-Plateaux de Minembwe.

Rédaction | TIC-TAC HEBDO

MINEMBWE : L'AFC ALERTE SUR UN « CRIME GÉNOCIDAIRE ORGANISÉ » ET LA CRISE HUMANITAIRE AU SUD-KIVU

L'Alliance Fleuve Congo (AFC), par la voix de son coordonnateur politique adjoint, a lancé une alerte grave concernant la situation à Minembwe, dans les Hauts Plateaux du Sud-Kivu. Le mouvement dénonce ce qu'il qualifie de « crime génocidaire organisé » visant spécifiquement les populations baswahili de cette région stratégique. Cette accusation souligne l'extrême gravité de la crise qui sévit, alors que les habitants sont confrontés à une détérioration alarmante de leurs conditions de vie et à un accès limité, voire inexistant, à l'aide humanitaire.

La situation humanitaire à Minembwe est en effet particulièrement critique, comme le confirment de nombreux rapports d'organisations internationales. Les populations civiles sont prises au piège d'affrontements intenses, entraînant des déplacements massifs et une pénurie sévère de denrées alimentaires, de médicaments et d'abris. Des barrières illégales restreignent la libre circulation et l'accès aux moyens de subsistance, aggravant la vulnérabilité des communautés locales. Le Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo a récemment exprimé son inquiétude face à l'intensification des hostilités et à la détérioration de la situation des civils.

Si l'AFC mentionne les populations baswahili, des rapports émanant d'organisations de défense des droits humains, dont Genocide Watch, et des Nations Unies, mettent en lumière des allégations persistantes de persécution et de « génocide lent » ciblant spécifiquement la communauté Banyamulenge dans la région de Minembwe. Les Banyamulenge, des Congolais tutsi pasteurs, ont historiquement vu leur citoyenneté contestée, étant parfois qualifiés d'« envahisseurs », ce qui a alimenté les tensions et la violence. Un rapport de l'ONU de juillet 2026 indique que des membres de la communauté Banyamulenge ont accusé les parties belligérantes de piéger les civils dans la zone de combat. Face à cette crise, le responsable de l'AFC affirme avoir déjà saisi les médiateurs impliqués dans le processus de paix afin qu'ils examinent cette question cruciale. L'Alliance Fleuve Congo, dont le coordonnateur politique est Corneille Nangaa et le coordonnateur adjoint Bertrand Bisimwa (également président du M23), est une coalition politico-militaire active dans l'Est de la RDC. Des éléments de l'AFC/M23 se sont regroupés autour de centres de population, notamment Minembwe, et une délégation de l'AFC/M23 a récemment atterri dans la localité, affirmant son

contrôle sur la zone.

L'AFC rappelle l'existence d'un mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, mis en place après la signature d'un protocole, et estime qu'il devrait servir à documenter les préoccupations humanitaires. Ce mécanisme conjoint de vérification élargi Plus (MCVE+), opérationnalisé par un protocole signé à Montreux en avril 2026 et dont les termes de référence ont été adoptés à Doha en février 2026, vise à superviser l'application de la trêve et à prévenir les violations. Il bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires internationaux, dont le Qatar, les États-Unis, l'Union africaine, la CIRGL et la MONUSCO. Bien que ce mécanisme ne soit pas encore pleinement opérationnel, il est considéré comme un cadre approprié pour suivre les

allégations et faciliter l'acheminement de l'assistance. Le dirigeant de l'AFC appelle ainsi les médiateurs et la communauté internationale à accorder une attention particulière à la situation de Minembwe. La localité occupe une position stratégique dans les Hauts Plateaux du Sud-Kivu, et son contrôle est un enjeu majeur dans le conflit. L'escalade des combats et l'aggravation de la situation humanitaire dans l'Est de la RDC, marquée par des conséquences dramatiques pour les populations civiles, nécessitent une intervention urgente et coordonnée pour prévenir une crise encore plus profonde et protéger les vies humaines. Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO



DIRECT

EN DIRECT COMMUNICATION DU COORDONATEUR POLITIQUE DE L'AFC-M23

EBOLA EN RDC : LES CAS CONFIRMÉS AUGMENTENT DE 38 % DANS 32 ZONES SANITAIRES DE L'EST



La République Démocratique du Congo est confrontée à une recrudescence alarmante de l'épidémie d'Ebola, particulièrement dans ses provinces orientales. Les chiffres récents indiquent une augmentation de 38 % des cas confirmés depuis la semaine dernière, étendant la maladie à 32 zones sanitaires distinctes. Cette progression souligne l'intensité d'une crise sanitaire qui, au 9 juillet 2026, a déjà enregistré plus de 1 700 cas confirmés et 600 décès, selon les bilans de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et des autorités sanitaires

congolaises.

L'épidémie actuelle, officiellement déclarée le 15 mai 2026, est causée par la souche Ebola-Bundibugyo, une variante rare pour laquelle aucun vaccin ou traitement spécifique n'est encore homologué. La détection tardive du virus, qui aurait circulé pendant plusieurs semaines avant d'être identifié, a soulevé des inquiétudes quant à l'ampleur réelle de la propagation. Au 16 juin dernier, 894 cas avaient été confirmés, mais les défis liés à la surveillance et au dépistage sur le terrain suggèrent un nombre d'infections potentiellement bien plus élevé. Les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont les plus durement touchées, avec l'Ituri demeurant l'épicentre de la flambée, comptabilisant 1 556 cas confirmés sur 25 de ses 36 zones sanitaires. Au total, 37 des 104 zones sanitaires de ces trois provinces sont désormais affectées. La riposte est complexifiée par l'insécurité persistante, l'inaccessibilité de certaines zones et la désinformation qui entravent les efforts des équipes médicales. Les autorités de Bunia et de Beni ont d'ailleurs dû renforcer leurs mesures après des incidents de menaces et d'agressions contre le personnel de santé.

Face à cette crise d'une ampleur alarmante, la mobilisation de ressources financières est cruciale. Le docteur Jean Kaseya, directeur général d'Africa CDC, a lancé un appel

urgent pour la collecte de 1,4 milliard de dollars américains afin de soutenir la préparation et la lutte contre l'épidémie. Cependant, au 25 juin 2026, seulement 13 % des fonds promis avaient été décaissés, soulignant l'urgence d'un financement rapide pour éviter une escalade régionale. Des organisations comme International Medical Corps, avec le soutien du Département d'État américain et d'autres donateurs, continuent d'apporter une aide essentielle dans les zones affectées, notamment en renforçant les capacités locales et en fournissant des services de santé.

En parallèle des efforts de traitement et de confinement, la prévention reste un pilier fondamental de la riposte. La mairie de Goma a, par exemple, rappelé l'importance des mesures barrières pour limiter la propagation du virus. Un essai clinique pour évaluer de nouvelles options thérapeutiques contre la souche Bundibugyo a débuté en RDC début juillet, offrant un espoir dans la recherche de solutions médicales adaptées. La lutte contre cette épidémie exige une coordination continue, une sécurisation des opérations et un engagement communautaire renforcé pour surmonter les défis et protéger la population congolaise.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

GOMA : DES JEUNES AGISSENT RAPIDEMENT CONTRE EBOLA, CONTRAIREMENT À BUTEMBO, BENI ET BUNIA

La République Démocratique du Congo est de nouveau confrontée à une crise sanitaire majeure avec la dix-septième épidémie d'Ebola-Bundibugyo, déclarée le 15 mai 2026 et sévissant principalement dans les provinces orientales du pays, notamment l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Cette flambée épidémique, qui a déjà enregistré 1 708 cas confirmés et 580 décès au 7 juillet 2026, met en lumière des réponses communautaires contrastées face à la maladie. Si des défis persistants de méfiance et d'insécurité entravent la riposte dans certaines localités, la ville de Goma se distingue par l'engagement rapide et innovant de sa jeunesse.

Dans des villes comme Butembo, Beni et Bunia, la lutte contre Ebola est compliquée par une résistance communautaire et des actes d'agression envers le personnel de santé. Des soignants ont été violemment pris pour cible, accusés à tort de propager la maladie, des incidents qui ont suscité une vive indignation et souligné la nécessité de renforcer la sécurité des équipes médicales. La méfiance et la désinformation continuent de représenter des obstacles majeurs, poussant parfois les malades à éviter les structures de traitement, malgré l'importance cruciale d'une prise en charge rapide.

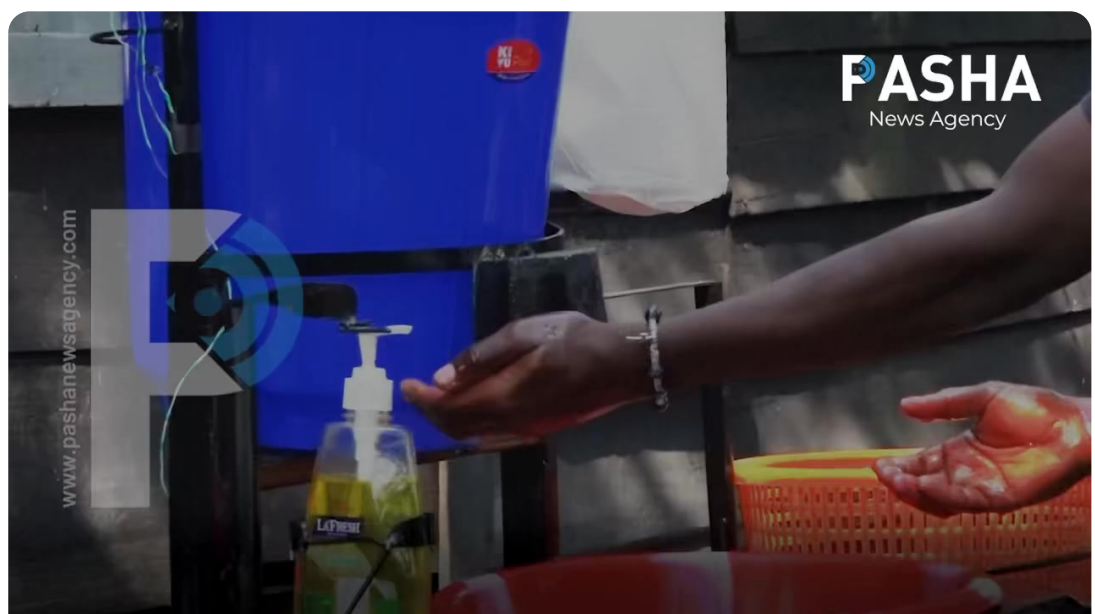
Face à ce tableau complexe, Goma offre un exemple d'initiative citoyenne. Glody Luwawa Donguele, un jeune innovateur de la ville, a développé des stations de lavage de mains portables et automatisées, conçues pour renforcer les mesures d'hygiène et de prévention. Ces dispositifs ingénieux fonctionnent sans électricité et sont activés par des pédales, distribuant du savon liquide et de l'eau sans contact manuel. Une caractéristique notable est l'intégration d'un système de thermo-flash, permettant une vérification automatique de la température corporelle lors du lavage des mains, combinant ainsi deux gestes barrières essentiels en un seul point. L'invention de Glody Luwawa Donguele représente une contribution significative à la riposte contre Ebola, en facilitant l'accès à des pratiques d'hygiène sûres et en intégrant un mécanisme de dépistage précoce. Des ateliers locaux s'activent pour la fabrication de ces unités, démontrant une capacité de production qui pourrait atteindre un millier d'unités pour répondre aux besoins de la riposte.

Cette approche locale et autonome est particulièrement pertinente dans un contexte où l'insécurité et l'éloignement des zones affectées compliquent les efforts humanitaires et sanitaires.

L'engagement de jeunes comme Glody Luwawa Donguele à Goma illustre la vitalité de l'ingéniosité locale et la prise de conscience de la jeunesse congolaise face aux enjeux de santé publique. Ces initiatives citoyennes, qui transforment les défis en opportunités d'innovation, sont fondamentales pour compléter les actions des autorités sanitaires et des organisations internationales. Elles rappellent que la santé ne devrait pas avoir de frontières et que la rapidité d'action, combinée à des solutions adaptées au contexte local, est une clé essentielle pour endiguer la propagation des épidémies.

En définitive, l'exemple de Goma, où la jeunesse s'investit activement dans la recherche de solutions concrètes contre Ebola, contraste avec les difficultés rencontrées ailleurs. Il souligne l'importance de soutenir et de valoriser ces dynamiques locales qui, par leur réactivité et leur pragmatisme, renforcent la résilience des communautés face aux crises sanitaires récurrentes dans l'est de la RDC.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO



KAVIMVIRA : LE PONT SUR L'AXE VERS MULONGWE S'AFFAISSE, UN CAMION IMMOBILISÉ SUR L'OUVRAGE

Le mardi 16 juin 2026, aux environs de 15h20, le pont de Kavimvira, situé sur l'axe menant vers Mulongwe dans la ville d'Uvira, province du Sud-Kivu, s'est affaissé, immobilisant un poids lourd sur l'ouvrage. Cet incident a entraîné une interruption totale de la circulation sur cette voie névralgique, essentielle pour les déplacements des populations et le transport de marchandises dans la région.

L'ouvrage en question était un pont de déviation, inauguré en 2016 et conçu pour supporter des engins de moins de 45 tonnes. Au moment de l'effondrement, un camion transportant des tôles se trouvait sur la structure. Des témoins et observateurs locaux suggèrent que le véhicule pourrait avoir été en surcharge, une hypothèse qui, si elle est confirmée, soulèverait des questions sur le respect des limitations de charge et le contrôle routier. Les conséquences de cet affaissement sont immédiates et significatives. La paralysie du trafic sur cet axe stratégique perturbe non seulement la liaison entre les quartiers de Kavimvira et Kasenga, mais aussi les échanges commerciaux transfrontaliers avec le Burundi. La Route Nationale 5 (RN5), dont dépendent également les villes d'Uvira, Bukavu, Goma, Baraka et Kalemie pour leur approvisionnement,

est directement impactée, menaçant d'asphyxier la chaîne logistique régionale.

Fort heureusement, aucune perte en vie humaine n'a été signalée suite à cet incident, malgré l'ampleur des dégâts matériels. Cependant, l'effondrement du pont de Kavimvira relance les préoccupations quant à l'état des infrastructures routières dans la province du Sud-Kivu. Des organisations de la société civile avaient déjà alerté à plusieurs reprises sur la dégradation avancée de cet ouvrage, des avertissements qui, selon certains, seraient restés sans suite.

À ce jour, les autorités n'ont pas encore communiqué de mesures d'urgence précises ni de calendrier pour le rétablissement de la circulation sur cet axe vital. Il est à noter qu'un nouveau pont est en cours de construction à proximité par l'entreprise EIS-EKA, sous le financement du gouvernement congolais. Cet événement souligne l'urgence d'une évaluation et d'une maintenance rigoureuses des infrastructures existantes pour prévenir de futurs drames et assurer la fluidité des échanges dans une région déjà confrontée à de nombreux défis.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO



KINDU : APPROVISIONNEMENT EN VOL CARGO DIRECT DEPUIS DAR ES SALAAM, UN AN APRÈS LA FERMETURE DE L'AÉROPORT DE GOMA

La ville de Kindu, chef-lieu de la province du Maniema, a mis en place une nouvelle filière logistique stratégique : l'approvisionnement direct par vol cargo depuis Dar es Salaam, en Tanzanie. Cette initiative intervient plus d'un an après la suspension des opérations à l'aéroport international de Goma, un événement qui a profondément bouleversé les circuits d'importation et d'exportation dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Historiquement, l'aéroport de Goma constituait un hub essentiel pour le fret et les passagers, reliant les provinces de l'Est aux grands axes économiques. Sa fermeture, survenue autour du 23 janvier 2025 à la suite de l'offensive du Mouvement du 23 Mars (M23) et de la déclaration de fermeture de l'espace aérien par ce groupe armé, a eu des répercussions considérables sur l'ensemble de la région. Les combats intenses ont causé des dommages significatifs aux infrastructures aéroportuaires, notamment à la tour de contrôle, et la présence d'engins explosifs non désamorçés a rendu le site inopérant pour les vols commerciaux.

Face à cette paralysie prolongée, Kindu, une ville située en profondeur du territoire congolais et traditionnellement connectée via Goma ou les voies fluviales, a dû repenser ses stratégies d'approvisionnement. Le recours

à des vols cargo directs depuis Dar es Salaam représente une adaptation nécessaire pour sécuriser l'acheminement de marchandises essentielles sans transiter par un aéroport régional désormais inaccessible. Cette solution logistique permet de contourner les difficultés et les coûts supplémentaires engendrés par la situation à Goma.

Les conséquences de la fermeture de l'aéroport de Goma se font sentir directement sur la vie économique de Kindu. Les commerçants, les entreprises du bâtiment et les ménages sont confrontés à des défis majeurs pour l'importation de matériaux de construction, d'appareils électroménagers et de biens de consommation durable. Le coût des biens importés a augmenté, et la disponibilité de certains produits est devenue plus incertaine, pesant ainsi sur le pouvoir d'achat et la réalisation des projets, qu'ils soient publics ou privés.

La réouverture et la normalisation du trafic aérien à Goma demeurent un enjeu crucial pour l'ensemble des provinces de l'Est. Des efforts ont été menés pour évaluer la situation, et un hélicoptère de l'ONU a pu atterrir en février 2026, marquant un pas vers un

retour progressif à une certaine normalité technique et sécuritaire. Cependant, des obstacles politiques et techniques persistent, notamment concernant le déminage du site et l'absence de consensus entre les parties prenantes au conflit, ce qui retarde la reprise des vols commerciaux.

En attendant une résolution durable de la situation à Goma, l'initiative de Kindu d'établir une liaison cargo directe avec Dar es Salaam illustre la résilience et la capacité d'adaptation des acteurs économiques congolais face aux contraintes

imposées par le contexte sécuritaire et logistique de la région. Elle souligne également l'urgence d'une stabilisation durable pour permettre la pleine reprise des activités économiques et le désenclavement des provinces de l'Est.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO



KINSHASA : DES MILITANTS UDPS INSTALLENT UN BUREAU DANS LA COUR DE L'ARCHIDIOCÈSE

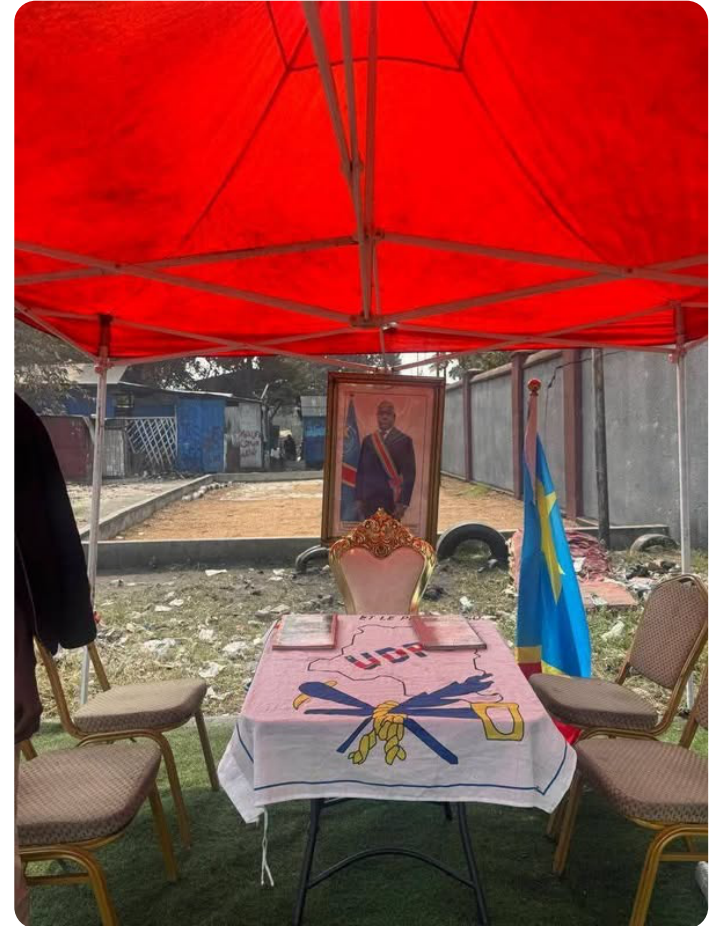
Kinshasa a été le théâtre d'un incident notable le samedi 20 juin 2026, lorsqu'un groupe de militants se réclamant de la Force du Progrès, une structure affiliée à l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), a occupé sans autorisation l'espace situé devant l'Archevêché de la capitale congolaise. Cette action survient en réaction directe à la position exprimée publiquement par les évêques catholiques, qui ont exhorté le président Félix Antoine Tshisekedi à prioriser la sécurité de la population plutôt que d'engager un débat sur une éventuelle révision constitutionnelle.

La Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) avait, en effet, récemment réaffirmé son opposition à toute modification des articles « verrouillés » de la Constitution du 18 février 2006. Les évêques ont jugé une telle initiative « ni nécessaire, ni urgente, ni opportune », soulignant les risques de « balkanisation du pays » et de tensions sociales qu'une révision pourrait engendrer. Ils ont également mis en garde contre toute manœuvre visant à offrir un nouveau cycle de mandat au président en exercice, appelant le chef de l'État à honorer son serment de respecter la Constitution et à œuvrer pour la paix et le bien-être social. Dans ce contexte tendu, les militants de l'UDPS ont investi les lieux de l'archidiocèse en matinée, y menant diverses activités et y apposant des insignes aux couleurs du parti présidentiel. Selon les rapports de la Chancellerie de l'Archidiocèse, lorsque les

responsables ecclésiastiques ont demandé aux occupants de libérer l'espace, ces derniers auraient réagi par des injures et des menaces.

L'Archidiocèse de Kinshasa a fermement condamné cette intrusion, la qualifiant de « provocation inacceptable » dans un communiqué officiel signé par le secrétaire-chancelier, l'abbé Clet-Clay Mamvemba. L'Église catholique a estimé que ces agissements constituaient une atteinte grave au droit de propriété, au respect dû aux institutions ecclésiastiques, à la sacralité des lieux de culte et aux principes fondamentaux du vivre-ensemble. Elle a également considéré cet acte comme un attentat à la liberté de culte en République Démocratique du Congo.

Face à la situation, l'intervention de la Police Nationale Congolaise (PNC) a été sollicitée. Les forces de l'ordre sont rapidement intervenues, permettant de maîtriser la situation et de rétablir le calme sans qu'aucun incident majeur ne soit signalé. L'Archidiocèse a salué la diligence et le professionnalisme des services de sécurité dans la gestion de cet événement. Cet incident met en lumière les tensions persistantes entre certains acteurs politiques et l'Église catholique en RDC, particulièrement sur des questions sensibles touchant à la gouvernance et à l'avenir institutionnel du pays. L'Archidiocèse de Kinshasa a réitéré son appel aux autorités politico-administratives et sécuritaires afin qu'elles garantissent effectivement la



protection des personnes, des biens et des institutions religieuses. Il a également invité les fidèles catholiques et l'ensemble des citoyens à faire preuve de vigilance, de calme et de retenue, réaffirmant son engagement en faveur de la paix, du dialogue et du respect mutuel.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

RUTSHURU : NEUF COMBATTANTS DU CMC SE RENDENT AVEC LEURS ARMES À LOUVE ET IHULA

Dans un développement notable pour la sécurité dans l'est de la République Démocratique du Congo, un total de neuf combattants du groupe armé Collectif des Mouvements pour le Changement (CMC) ont choisi de se rendre aux autorités. Ces redditions, enregistrées le 21 juin 2026 dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu, interviennent dans un contexte de défis sécuritaires persistants qui caractérisent cette partie du pays.

Les opérations de reddition se sont déroulées en deux localités distinctes. Six de ces éléments armés ont déposé leurs armes à Louve, une zone située dans le groupement de Gitondo, au sein de la chefferie de Bwito. Parallèlement, trois

autres combattants du même groupe ont également fait le choix de la reddition à Ihula, une autre localité du territoire de Rutshuru. Ces gestes, impliquant la remise de leurs armements, constituent un signal encourageant dans les efforts de désarmement.

Réagissant à ces événements, l'administrateur du territoire de Rutshuru, Ephrem Kabasha, a lancé un appel solennel aux autres combattants qui demeurent actifs dans la brousse. Il les a exhortés à suivre cet exemple en déposant à leur tour les armes, soulignant l'importance de cette démarche pour le retour d'une paix durable et la restauration de la stabilité, conditions essentielles au développement de la région. Le territoire de Rutshuru est en effet confronté à une insécurité persistante, alimentée par la présence et l'activisme de divers groupes armés, dont le CMC, qui a été identifié comme tel depuis 2020. Cette situation a entraîné des déplacements massifs de populations et des crises humanitaires récurrentes, rendant chaque acte de reddition crucial pour les perspectives de pacification.

Ces redditions, bien que circonscrites, mettent en lumière la complexité des dynamiques sécuritaires au Nord-Kivu et l'importance des initiatives visant à encourager les combattants à abandonner la lutte armée. Elles s'inscrivent dans un cadre plus large d'efforts continus pour la démobilisation et la réinsertion communautaire, indispensables pour reconstruire le tissu social et économique de la région.

La démarche de ces neuf combattants du CMC pourrait potentiellement inspirer d'autres éléments armés à emprunter la voie de la paix. Le retour à une stabilité durable dans le Rutshuru et, plus largement, dans l'est de la RDC, dépendra de la poursuite de ces efforts et de l'engagement de toutes les parties prenantes à privilégier le dialogue et la réconciliation.

Rédaction | TIC-TAC HEBDO



BUTEMBO – BENI : 54 KM POUR LANCER UN APPEL À LA PAIX



Dans un geste symbolique et empreint de détermination, deux jeunes sportifs de Butembo ont entrepris un périple pédestre de 54 kilomètres, reliant les villes de Butembo et Beni. Cette prouesse physique, réalisée en une seule journée, a culminé par un retour en moto à Butembo, marquant ainsi la conclusion d'une action citoyenne dont l'objectif principal était de sensibiliser à la nécessité impérieuse de la paix dans la région du Nord-Kivu.

Par cette performance athlétique, les initiateurs ont souhaité adresser un appel clair : l'Est de la RDC aspire à une stabilité durable, indispensable au plein épanouissement de sa jeunesse. Ils ont souligné l'importance de la paix pour permettre aux jeunes de développer pleinement leurs talents dans divers domaines tels que le sport, l'éducation, la culture et l'entrepreneuriat, des piliers essentiels pour le développement socio-économique de la région.

L'initiative prend une résonance particulière dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires et humanitaires persistants. Des rapports récents, notamment ceux du Consortium International pour les Droits humains au Congo (CIDHC), alertent sur la dégradation alarmante de la

situation dans l'Est de la RDC, soulignant l'impact des conflits sur les populations civiles. Les préoccupations concernant la suspension de la gratuité de l'enseignement primaire dans certaines zones, largement relayées, illustrent également les entraves au développement des jeunes.

Face à ces réalités complexes, le défi sportif des deux athlètes se positionne comme un puissant vecteur d'espoir et de cohésion sociale. Il rappelle que le sport, au-delà de sa dimension compétitive, peut servir de catalyseur pour le rassemblement des communautés et la promotion de valeurs de solidarité. Cette démarche citoyenne a été saluée par de nombreuses personnes qui ont apporté leur soutien et leurs encouragements aux jeunes tout au long de leur parcours.

L'endurance et l'engagement de ces jeunes athlètes en faveur de la paix offrent un exemple inspirant. Leur action met en lumière la résilience de la jeunesse congolaise et sa volonté de contribuer activement à la construction d'un avenir plus serein pour l'Est de la RDC, une région qui aspire ardemment à retrouver la quiétude nécessaire à son développement.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

NORD-KIVU : LE JOURNALISTE JACQUES KIKUNI AGRESSÉ À BENI

Le journaliste Jacques Kikuni, directeur de la Radio Muungano Beni et promoteur de plusieurs médias, a été victime d'une agression par des hommes armés de couteaux et de machettes dans la soirée du 19 juin à Butanuka, dans le quartier Kalongo à Beni.

Selon son témoignage, alors qu'il rentrait de la radio vers 21 heures, il a croisé un groupe d'individus réunis autour d'un feu. Malgré les explications fournies sur son identité, ces derniers l'auraient menacé de mort. Son véhicule a également subi d'importants dégâts, notamment la destruction de plusieurs pare-brise. Le journaliste appelle la population de Beni à la vigilance, estimant que certains groupes de jeunes organisant des veillées de sécurité dans les quartiers pourraient être infiltrés par des personnes mal intentionnées.

Cette agression intervient dans un contexte sécuritaire toujours préoccupant dans la région de Beni, où les habitants ont mis en place des patrouilles communautaires face à la menace persistante des attaques attribuées aux ADF.

Rédaction | TIC-TAC HEBDO



GOMA : LE MAIRE DÉSIRÉ NGABO KISUBA MOBILISE POUR LE SALONGO À KYESHERO ET KITUKU



Le samedi 20 juin 2026, la ville de Goma a été le théâtre d'une mobilisation citoyenne significative, marquée par la participation du maire Désiré Ngabo Kisuba et de son adjoint Juvénal Nshimiyimana aux travaux communautaires de Salongo. Les autorités urbaines ont sillonné les quartiers de Kyeshero 1 et 2, avant de conclure leur tournée au marché de Kituku, soulignant ainsi l'importance accordée à la propreté et à la participation active de la population dans la gestion de l'environnement urbain.

Aux côtés des autorités locales et d'une population mobilisée, le maire et son adjoint ont mené une campagne de sensibilisation intensive. Ils ont insisté sur la nécessité de l'assainissement, de la participation citoyenne et ont mis en avant le « jeton de Salongo », désormais présenté comme une preuve tangible de l'engagement communautaire. Cette démarche vise à encourager chaque citoyen à prendre part aux efforts collectifs pour maintenir la

salubrité de la ville.

Le Salongo, une tradition profondément enracinée à Goma, se déroule chaque samedi, généralement de 8h00 à 10h00. Cette pratique, qui consiste à nettoyer les rues et les abords des habitations, a pris une nouvelle dimension sous l'impulsion des autorités de l'Alliance Fleuve Congo (AFC/M23), devenant un symbole de solidarité et de civisme urbain. Il est perçu comme un véritable vecteur de changement, contribuant à une cohabitation pacifique et à la construction d'une communauté solide. La participation au Salongo est désormais un élément central de la vie communautaire à Goma. Le « jeton de Salongo », introduit par la mairie, sert non seulement de preuve d'engagement citoyen mais pourrait également être exigé pour l'accès à certains services administratifs ou lors de contrôles effectués par les services compétents. Cette mesure vise à garantir une mobilisation collective et à décourager l'abstention, avec des rappels à l'ordre et des incitations à l'achat et à la plantation d'arbres pour les non-participants.

Désiré Ngabo Kisuba, qui a pris ses fonctions de maire de Goma le 8 avril 2026, après avoir été maire adjoint, s'est montré particulièrement engagé dans cette dynamique d'assainissement. Il a souvent

rappelé que le Salongo n'est pas une obligation punitive, mais une démarche naturelle essentielle au bien-être de tous. La mobilisation s'étend à diverses couches de la société, incluant des acteurs urbains tels que la coordination des conducteurs de motos et tricycles (CCMT), ainsi que des artistes et influenceurs, tous unis pour redorer l'image de Goma, ville touristique et carrefour commercial.

Ces efforts continus de la mairie de Goma, sous la direction de Désiré Ngabo Kisuba, témoignent d'une volonté ferme de transformer la ville en un environnement plus propre et plus sain. L'implication des autorités et de la population dans ces travaux communautaires réguliers est jugée indispensable pour atteindre l'objectif d'une Goma assainie et résolument tournée vers le développement durable.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

EQUIPE RÉDACTION CENTRALE

Membres

- Paulin kibando sengi
- Marty Dacruz Olemba
- Awa Jean de Dieu
- Guellord Risasi
- Anselme Syangoma

Collaborateurs

- Javier Maroy
- Daniel BISIBU